



Arrêté n°2022-DCL-BENV-266

modifiant l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 autorisant la société BOUYER LEROUX à exploiter des unités de gazéification de bois pour son unité de fabrication de tuiles et de briques sur le territoire de la commune de Saint Martin des Fontaines
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 autorisant la société BOUYER LEROUX à exploiter une usine de fabrication de tuiles et briques sur la commune de Saint Martin des Fontaines ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 23 juin 2014 relatif aux garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2017 mettant à jour les rubriques de classement ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société BOUYER LEROUX le 24 février 2021, complétée le 12 juillet 2021, et le dossier joint ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 janvier 2022 ;

VU le courrier adressé le 31 janvier 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet, qui consiste dans l'installation de modules de pyro-gazéification de déchets de bois pour la substitution de gaz naturel alimentant le four de cuisson U5 :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas les seuils quantitatifs de hausse d'émissions de COV et les critères fixés par l'arrêté du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que les déchets de bois admis dans les modules de pyro-gazéification répondent à la définition « biomasse » de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le syngaz exclusivement produit à partir de bois « biomasse » sera directement utilisé dans le four de cuisson relevant de la rubrique 2523 de la nomenclature des installations classées,

Considérant que le procédé de pyro-gazéification sera réglementé par connexité à la rubrique 2523, et que les modules relèveront de la rubrique 2910 ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

Considérant que l'exploitant n'a pas présenté d'observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

ARRÊTE

Article 1. Mise à jour des rubriques de classement

L'arrêté préfectoral du 21 août 2017 est abrogé.

Le tableau de nomenclature de l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Installations et activités concernées	Nature de l'installation	Éléments caractéristiques envisagés*
2523	Céramiques et réfractaires (Fabrication de produits), La capacité de production étant supérieure à 20 t/j	fabrication de tuiles et briques	1 100 t/j
3350	Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et dans un four avec une capacité supérieure à 4 mètres cubes et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/ m ³ par four		
2515.1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	installation de broyage et malaxage des argiles	1 150 kW

Rubrique	Installations et activités concernées	Nature de l'installation	Éléments caractéristiques envisagés*
1435.2	Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules, le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	installation de remplissage des engins de manutention	270 m ³
1532.2b	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	stockage de palette de bois pour les expéditions	7 600 m ³ = 1 800 m ³ + 5 800 m ³ de sciures de bois
2910.A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	groupes électrogènes Modules de pyrogazéification	2,6 MW 1,32 MW
4734.2c	Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	dépôt aérien de GNR et FOD	80,75 t

Article 2. Dispositions complémentaires concernant les modules de pyro-gazéification

Article 2.1. Dispositions générales

L'exploitant est autorisé à installer et exploiter des modules de pyro-gazéification d'une puissance thermique totale de 1,32 MW, alimentés en déchets de bois « biomasse », afin de produire un syngaz pouvant venir substituer tout ou partie du gaz naturel déjà employé dans son four de cuisson U5.

Article 2.2. Approvisionnement en déchets de bois

Les seuls déchets de bois admis pour cette activité de pyro-gazéification doivent répondre à la définition « biomasse » de la rubrique 2910, ici reprise :

On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :

- a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;
- b) Les déchets ci-après :
 - i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ;
 - ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;
 - iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;
 - iv) Déchets de liège ;
 - v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

La granulométrie des déchets de bois admis dans les modules de pyro-gazéification doit permettre une production optimale de syngaz.

Les déchets de bois réceptionnés admis dans ces modules sont contrôlés tous les mois et doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Composé	Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)
Mercure, Hg	0,2
Arsenic, As	4
Cadmium, Cd	5
Chrome, Cr	30
Cuivre, Cu	30
Plomb, Pb	50
Zinc, Zn	200
Chlore, Cl	900
PCP	3
PCB	2

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le prélèvement et l'analyse effectués selon les normes suivantes ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au présent article :

- pour l'échantillonnage : NF EN 18135 (version 2017 ou ultérieure) ;
- pour le plan d'échantillonnage : NF EN 14779 (version 2017 ou ultérieure) ;
- pour la préparation des échantillons : NF EN ISO 14780 (version 2017 ou ultérieure) ;
- pour la détermination de la teneur totale en chlore : NF EN ISO 16994 (version 2016 ou ultérieure) ;
- pour le dosage des éléments As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb et Zn : NF EN ISO 16968 (version 2015 ou ultérieure) ;
- pour le dosage des PCP : NF B 51-297 (version 2004 ou ultérieure) ;
- pour le dosage des PCB : NF EN 15308 (version 2017 ou ultérieure).

Article 2.3. Suivi des admissions

L'exploitant doit disposer d'un cahier des charges détaillant les modalités d'admission de ces déchets de bois, et d'un contrôle des admissions respectant les dispositions suivantes :

- Chaque admission de biomasse donne lieu à une pesée préalable et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.
- Les broyats d'emballages en bois ne peuvent être admis que s'ils sont accompagnés de l'attestation de conformité de sortie du statut de déchet délivrée par le fournisseur. Cette attestation est conservée par l'exploitant.
- Dans l'attente de l'acceptation du chargement, les véhicules transportant les broyats d'emballages en bois sont stockés sur une aire spécifiquement aménagée à cet effet.
- Toute admission de biomasse donne lieu à un enregistrement, a minima, de la date de réception, de l'identité du fournisseur, du type de biomasse et de la quantité livrée (volume et masse).
- Les admissions sont tracées dans un registre d'admission, dont les données sont archivées pendant une durée minimale de cinq ans. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
- Les livraisons refusées sont également mentionnées dans le registre d'admission, avec mention des motifs de refus.

Article 2.4. Gestion du biochar

Les résidus issus des modules de pyro-gazéification sont appelés biochar. Ces résidus sont caractérisés au minimum annuellement afin de déterminer leur filière d'élimination.

Ils sont stockés dans des bennes adaptées, et évacués périodiquement.

Article 2.5. Production et utilisation de syngaz

Article 2.5.1. Dispositions générales

Le syngaz produit par les modules de pyro-gazéification n'est pas stocké sur site. Il est utilisé directement par le four de cuisson, ou à défaut lors de phase de démarrage ou d'indisponibilité, dirigé vers une torchère. L'exploitant doit quantifier le temps de fonctionnement de la torchère et estimer le volume de gaz torché. Ces données sont tenues à la disposition des installations classées. En aucun cas, ce syngaz ne doit être libéré à l'atmosphère.

Les canalisations de transfert du syngaz vers le four sont munies de dispositif interdisant tout retour en arrière. En particulier, la distribution du syngaz doit répondre aux normes en vigueur sur la sécurité liée à l'exploitation du gaz (norme EN746-2 et EN161).

Le syngaz produit est comptabilisé.

Article 2.5.2. Surveillance du procédé

Pendant les deux premières années suivant la mise en service des modules de pyro-gazéification, l'exploitant réalise un audit par un bureau d'étude indépendant du bon fonctionnement des modules, et de la qualité de la substitution du gaz naturel.

Le syngaz produit sera analysé dans le mois qui suit la mise en service des modules, puis à fréquence semestrielle, au minimum sur les paramètres suivants : Pouvoir calorifique inférieur (PCI), teneurs en CH₄, H₂S, H₂O, CO₂, O₂, HAP.

Sur les deux premières années et en corrélation avec les analyses sur le syngaz, en compléments des analyses atmosphériques prévues par l'arrêté préfectoral (poussières, SO_x, NO_x, HCl, HF et COV), l'exploitant fait effectuer tous les semestres par un laboratoire indépendant les analyses suivantes en sortie de la cheminée du four U5 :

- CO₂,
- HAP,
- Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés,
- Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés,
- Plomb (Pb) et ses composés,
- Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), Vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés,
- Dioxines-furanes.

Ces analyses atmosphériques effectuées avec l'utilisation du syngaz sont doublées avec des analyses effectuées lors de l'utilisation de gaz naturel.

Au bout de cette période de deux ans, l'exploitant établit un bilan détaillé. Il définit le cas échéant des mesures de surveillance renforcée. Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3. Dispositions administratives

Article 3.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le - 2 MARS 2022

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée



Anne TAGAND

10/10/10